

N° 5694

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2006-2007

PROJET DE REGLEMENT GRAND-DUCAL

relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe des élections législatives en Arménie

* * *

(Dépôt: le 7.3.2007)

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Dépêche de la Secrétaire d'Etat aux Relations avec le Parlement au Président de la Chambre des Députés (7.3.2007)	1
2) Texte du projet de règlement grand-ducal.....	2
3) Exposé des motifs	0
4) Dépêche du Président de la Chambre des Députés au Ministre de la Défense (5.3.2007)	0

*

DEPECHE DE LA SECRETAIRE D'ETAT AUX RELATIONS AVEC LE PARLEMENT AU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES (7.3.2007)

Monsieur le Président,

A la demande du Ministre des Affaires Etrangères et de l'Immigration, j'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe le projet de règlement grand-ducal sous rubrique, avec prière de bien vouloir en saisir la Conférence des Présidents.

Je joins en annexe le texte du projet et l'exposé des motifs.

Monsieur le Ministre des Affaires Etrangères et de l'Immigration aimerait ajouter l'information qu'il est prévu de participer à la mission d'observation des élections législatives en Arménie (12 mai 2007) par l'envoi de 5 observateurs au maximum. Cette mission portera sur une durée maximale de deux semaines.

Une participation active à cette mission d'observation électorale permettra au Luxembourg d'assumer ses responsabilités en tant que membre de la communauté internationale, de contribuer à la stabilité et à la démocratisation de l'Arménie et d'approfondir son expertise en la matière.

Monsieur le Ministre aimerait par ailleurs souligner l'importance d'un accomplissement rapide des procédures d'adoption du projet en question en raison de la date de départ des observateurs prévue vers le 4 mai 2007.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

*La Secrétaire d'Etat aux Relations
avec le Parlement,*

Octavie MODERT

TEXTE DU PROJET DE REGLEMENT GRAND-DUCAL

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales, et notamment son article 1er;

Vu la décision du Gouvernement en Conseil du 7 mars 2007 et après consultation le 5 mars 2007 de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés;

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'avis de la Conférence des Présidents de la Chambre des Députés;

Sur le rapport de Notre Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Art. 1er. Le Gouvernement luxembourgeois participera à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) des élections législatives en Arménie qui se tiendront le 12 mai 2007. Il enverra à cet effet un contingent d'observateurs limité à cinq au maximum dont la mission portera sur une durée maximale de deux semaines.

Art. 2. Le statut des membres du contingent luxembourgeois est défini conformément aux articles 5 et suivants de la loi du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration est chargé de l'exécution du présent règlement, qui entrera en vigueur le jour de sa publication au Mémorial.

(...), le (...) 2007.

*Le Ministre des Affaires étrangères
et de l'Immigration,
Jean ASSELBORN*

HENRI

*

EXPOSE DES MOTIFS

1. La mission d'observation des élections législatives en Arménie (12 mai 2007)

Les dernières élections législatives en Arménie en 2003 n'ont pas répondu aux standards internationaux en matière d'élections démocratiques, ceci en dépit d'un certain nombre d'améliorations constatées par les observateurs de l'OSCE. Le référendum constitutionnel du 27 novembre 2005 visant à adapter la Constitution aux normes démocratiques exigées par le Conseil de l'Europe fut également entaché de fraudes. Par conséquent, les élections législatives prévues en mai prochain seront un indicateur important du progrès démocratique en Arménie. Pour les autorités arméniennes, il s'agit notamment de mettre en oeuvre et de respecter le Code électoral qui fut modifié en 2005/06 en coopération avec l'OSCE et la Commission de Venise.

La scène politique en Arménie est dominée par le Président Robert Kotcharian, au pouvoir depuis 1998, et son „Parti républicain de l'Arménie“. A l'approche des élections législatives du 12 mai 2007, des clivages se font toutefois jour au sein de la majorité présidentielle et de nouvelles forces politiques

font leur apparition. Ainsi, le Président du Parlement arménien, Arthur Bagdhassarian, a annoncé en mai dernier sa démission ainsi que la sortie de son parti „Etat de Droit“ de la coalition au pouvoir. M. Bagdhassarian réclame une coopération plus étroite avec l'Occident aux dépens du partenariat stratégique avec la Russie, tout comme le nouveau parti „Arménie prospère“ de l'homme d'affaires Gagik Tsaroukian qui se pose en rival principal du parti présidentiel lors des élections législatives. L'échéance électorale du mois de mai est à voir aussi comme première indication en vue de la succession du Président Kotcharian qui achèvera son second mandat en 2008, la Constitution limitant à deux le nombre de mandats présidentiels successifs auxquels il peut prétendre.

L'Union européenne s'engage à promouvoir la démocratie, les droits de l'homme et l'Etat de droit en Arménie et dans les deux autres Républiques sud-caucasiennes afin de créer les conditions nécessaires pour stabiliser durablement cette région fragile située dans son voisinage. Pour cette raison, elle a signé le 14 novembre 2006 avec l'Arménie un Plan d'action dans le cadre de sa Politique européenne de voisinage. Le Plan d'action est un document politique fixant les objectifs stratégiques de la coopération entre l'Arménie et l'UE, dans le cadre duquel l'UE s'engage entre autres à „veiller à ce que le cadre électoral soit pleinement conforme aux engagements OSCE et aux autres normes internationales relatives aux élections démocratiques“.

L'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe escompte demander aux Etats membres de mettre 300 observateurs de court terme à sa disposition. La mission portera sur une durée maximale de deux semaines.

A ce stade, le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration ne dispose pas encore de toutes les informations relatives à l'organisation de la mission de la part de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe. Afin de pouvoir assurer une participation luxembourgeoise tout en respectant les délais imposés par la loi du 27 juillet 1992 relative à la participation luxembourgeoise à des opérations de maintien de la paix (OMP), il est nécessaire que le Gouvernement lance dès à présent la procédure réglementaire. A noter d'ailleurs que le Gouvernement a pu lancer la procédure réglementaire dans les délais requis parce que l'Arménie a adressé son invitation à l'OSCE en temps utile.

2. Une participation du Luxembourg à la mission d'observation des élections

Une participation active à des missions d'observation électorale permet au Luxembourg d'assumer ses responsabilités en tant que membre de la communauté internationale, de contribuer à la stabilisation de pays engagés sur la voie de la démocratisation et d'approfondir son expertise en la matière.

3. Procédure réglementaire relative à une participation luxembourgeoise

Conformément à l'article 1 (2) de la loi du 27 juillet 1992 relative à la participation luxembourgeoise à des opérations de maintien de la paix (loi OMP), la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés a approuvé le 5 mars 2007 le principe d'une participation du Luxembourg à la mission d'observation des élections législatives en Arménie qui se dérouleront le 12 mai 2007.

Après consultation de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, la proposition a été soumise pour décision au Conseil de Gouvernement en date du 7 mars 2007. Le Conseil de Gouvernement a donné son accord de principe pour l'envoi de 5 observateurs au maximum et a invité le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration à prendre les mesures d'exécution nécessaires à cette contribution luxembourgeoise à l'action de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe, en conformité avec la procédure prévue dans la loi du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations de maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales.

4. Indemnités accordées aux observateurs

Conformément aux missions précédentes et selon les dispositions de la loi OMP, les observateurs toucheront:

- une indemnité spéciale journalière de 62 € (soixante-deux), non pensionnable et exempte d'impôts et de cotisations sociales;

- une indemnité journalière pour les frais de séjour de 50 € (cinquante), non pensionnable et exempté d'impôts et de cotisations sociales, conformément au règlement du Gouvernement en Conseil en vigueur.

*

**DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES
AU MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DE L'IMMIGRATION**

(5.3.2007)

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous faire part que conformément à la loi du 27 juillet 1992 le Gouvernement a consulté la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration au sujet de la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'OSCE des élections législatives en Arménie.

La Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration a approuvé cette initiative en date du 5 mars 2007.

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à l'assurance de ma considération très distinguée.

Le Président de la Chambre des Députés,
Lucien WEILER